

Une anti-IVG anti-mariage pour tous à la famille

Mars 18 Janv 16

■ La nouvelle pourrait bien contrarier les progressistes qui ont voté massivement pour Christian Estrosi, dans le but de faire barrage aux idées les plus réactionnaires portées par le FN sur les questions de société.

Catherine Giner, une des figures de la Manif pour tous dans les Bouches-du-Rhône, dénonciatrice des « *dérives de la loi Veil* » et des mouvements féministes, a été nommée conseillère régionale déléguée « *en charge de la famille et de l'intergénération* », fonction qu'elle occupe déjà auprès de Jean-Claude Gaudin à la mairie de Marseille. Et pourtant durant l'entre deux tours, le député maire de Nice n'a pas manqué de se placer dans la lignée de Simone Veil, née dans sa ville, pour mieux convaincre l'électorat de gauche de faire obstacle à une Marion Maréchal-Le Pen qui avait annoncé son intention de couper les vivres au planning familial. Dans les meetings, Catherine Giner, il est vrai, n'a jamais fait semblant d'applaudir. Peut-être savait-elle la responsabilité qui lui était promise, une fois le mauvais moment passé ?

Fervente catholique, elle assume sa foi publiquement et est l'auteur avec d'autres représentantes de la galaxie traditionalistes d'un « *manifeste pour une autre vision de la femme* » dans lequel il est notamment affirmé : « *la femme d'aujourd'hui ne peut se reconnaître dans les mouvements féministes qui, au nom de l'égalité homme-femme, renient la féminité dans sa globalité, en amputant la femme de ses spécificités et de ses forces* ».

« La PMA masque l'adultère »

Dans son mémoire de diplôme inter-universitaire « *éthique et pratiques médicales* » réalisé à la faculté de médecine en 2001-2002, Catherine Giner écrivait déjà « *à l'heure de la reconnaissance dans notre société, de l'égalité des sexes (après un long combat), il est intéressant de souligner,*



Catherine Giner déjà adjointe au maire de Marseille en charge de la famille s'est vue confier la même délégation à la Région vendredi.

PHOTO DR

que même au stade de gamète, le féminin est responsable de l'embryon lui-même, le masculin est responsable de la nourriture et de l'habitat. Parler à ce stade d'égalité des sexes, est déjà un leurre ! » Elle estime donc plus valable de parler de « *complémentarité des sexes* ». Opposée dans le même texte à la procréation médicalement assistée (PMA) même pour les couples hétérosexuels confrontés aux problèmes d'infertilité, elle argumente : « *La PMA masque l'adultère (avec consentement du parent stérile)* ». Et

au sujet de l'IVG pour les fœtus sur lesquels une anomalie a été décelée, elle dénonce un « *permis de tuer et une interdiction de laisser vivre* ».

Plus récemment, la nouvelle élue en charge de la famille prenait position sur Twitter à propos des migrants. Sans doute mal à l'aise avec la parole d'accueil du pape François, elle martèle sur le réseau social : « *le Christ n'a jamais demandé de succomber à la migration de masse* ». Seigneur !

LÉO PURQUETTE

Femmes solidaires 13 : « Pas un bon signal »

■ Quels axes de bataille pour les droits des femmes ? Mireille Mavridès, responsable de l'association Femmes solidaires 13, souhaite d'abord que le droit des femmes ne soit pas traité de manière « *anecdotique* ». « *Je pense qu'il y a un recul dès qu'on s'arrête par exemple d'avoir une commission de plein exercice comme au Département où elle a été supprimée ou que l'on mélange tout, qu'on édulcore cette composante. Comme les discriminations avec le droit des femmes* ».

Le nouveau président de la Région « *a proposé un rôle avec*

la nomination « *d'une élue romanif pour tous à la tête de la commission* », « *pas un bon signal* », estime-t-elle. *La féministe attend « la reconnaissance des associations qui luttent » et « qu'on puisse travailler et non quémander des moyens. On veut continuer à exister, à dialoguer avec la Région et travailler ensemble en espérant qu'elle nous écoute ».*

« La question du droit des femmes doit être transversale »

Les batailles qui s'annoncent sont nombreuses et nécessitent pour elle « *une mobilisation dans*

pour la société dans son ensemble ». La lutte contre les violences et le sexisme « *qui est toujours prégnant* » seront des chevaux de bataille, avec la nécessité « *d'avoir des moyens pour aller vers les jeunes des collèges et des lycées* ».

Aborder aussi la question « *des subventions au planning familial ou à SOS violences, des associations qui ont fait leurs preuves, si l'on peut dire* ». S'attaquer à la précarité, à l'égalité salariale, au travail à temps partiel. « *Le droit à l'avortement, la contraception, toutes les lois antiviolen- ce, jusqu'à remonter au droit de vote, ne nous ont jamais été octroyés*